

Signa, Big Brother des écoles ou simple outil statistique?

OLIVIER CHAVAZ ET SANDRA VINCIGUERRA, Date: Vendredi, 08 décembre @ 00:00:00

Sujet Genève

LOGICIEL - Dès janvier, les actes de violence scolaire seront enregistrés dans une base de données commune à tous les établissements. Inquiétudes des organisations professionnelles et syndicales de l'enseignement.

La phase de test est terminée. Dès janvier, Signa sera introduit dans tous les établissements du canton de Genève, du primaire au secondaire post-obligatoire. Expérimenté dès le printemps 2005, le logiciel permet la signalisation des actes violents en milieu scolaire. Alors que le Département de l'instruction publique (DIP) a récemment confirmé sa décision, les organisations professionnelles et syndicales du secteur se montrent très sceptiques. Ce d'autant qu'aucun bilan de l'expérience n'a été communiqué aux membres de la communauté scolaire.

Dans le dernier numéro du bulletin du Syndicat des services publics (SSP), Paolo Gilardi, enseignant et président de la section genevoise du SSP, exprime ses craintes et appelle à un moratoire. «L'introduction de Signa doit être suspendue tant qu'elle n'aura pas fait l'objet d'un véritable débat parmi les acteurs de l'éducation et tant que des réponses claires aux problèmes de protection de la sphère privée ne seront pas données aussi bien aux enseignants qu'aux élèves et à leurs familles», écrit Paolo Gilardi. Le SSP-Genève s'apprête à interpeller Charles Beer dans ce sens.

Limites de l'anonymat

Les craintes portent en effet essentiellement sur deux aspects. D'abord, un certain flou quant à l'anonymat théoriquement complet des données recensées par ce logiciel. «On peut se demander si les enseignants et les parents d'élèves ont été informés du fait que la direction enregistrerait et collectait les informations. (...) Et on peut aussi légitimement se demander ce que sont devenues les informations (...), à qui elles ont été transmises, sans parler évidemment du droit de regard des intéressés, à savoir les surveillés (...)», s'interroge le président du SSP-Genève. Enfin, la perspective de voir un jour la publication d'un classement des établissements en fonction de leur niveau de violence ne réjouit guère les enseignants. Dans l'Hexagone, le magazine Le Point a déclenché une polémique [1], le 31 août dernier, en se livrant à cet exercice. Détail piquant: le média a réussi à obtenir les «deux millions de données informatiques» tout à fait officiellement, au nom de la liberté d'informer. C'est d'ailleurs cette publication qui a suscité l'inquiétude des enseignants genevois.

Le SSP juge qu'une telle issue ne ferait que «renforcer une exigence que les chantres du libéralisme ne cessent de faire valoir: le prétendu droit de choisir l'école de leurs enfants». Et même si le classement demeure confidentiel et qu'il sert à attribuer des ressources supplémentaires aux écoles en difficulté, cela ne se fera que dans le cadre d'une réallocation interne, sans augmentation de budget, prévient Paolo Gilardi. «C'est le budget de l'ensemble du DIP qu'il faut renforcer, sous peine d'exacerber les ressentiments entre établissements», soutient-il.

Dans le primaire, aussi

«Nous sommes très réticents par rapport à ce logiciel. On ne voit pas bien les solutions qu'il pourrait apporter», explique de son côté Olivier Baud, président de la SPG, l'organisation professionnelle des enseignants du primaire, qui n'a pas encore eu le temps de débattre sérieusement du dossier. «Ce qui me choque, c'est que la plupart des collègues ne savent même pas qu'en signalant un cas de violence à leur inspecteur –ce qu'ils font depuis toujours–, ils alimentent Signa.» La généralisation du logiciel «sans véritable concertation et sans que l'on ait eu connaissance du bilan» de la phase de test est «un scandale» aux yeux d'Olivier Baud.

Philippe Chervet, président de la FAMCO, qui regroupe les profs du cycle d'orientation, est moins catégorique. «Je ne suis pas persuadé que cela résoudra beaucoup de problèmes, mais pourquoi pas?» Il admet pourtant avoir «une grosse inquiétude»: «Les informations contenues dans Signa sortiront un jour, j'en suis sûr. Si cela se produit, nous exigerons de tout arrêter.» Quant à leur utilisation par d'autres secteurs de l'Etat, «on nous a expliqué que cela n'était pas possible», rapporte Philippe Chervet. «Mais c'est un risque», concède l'enseignant.

L'ensemble des organisations professionnelles ont été conviées par le DIP pour faire le point, le 10 janvier prochain, sur les implications de Signa dans les écoles. Leurs prises de position respectives devraient s'officialiser dans la foulée. |

[1]L'enregistrement de données se faisant sur une base volontaire, certains syndicats français ont appelé à un boycott de Signa.

Cet article provient de Le Courier

<http://www.lecourrier.ch/>

L'URL de cet article est :

<http://www.lecourrier.ch/modules.php?op=modload&name=NewsPaper&file=article&sid=42654>